



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Une-nouvelle-revolution-s-annonce-en-Egypte-30541>

Une nouvelle révolution s'annonce en Egypte

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 18 avril 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Début mars, des émeutes du pain éclataient en Égypte. Des milliers de manifestants en colère allaient bloquer les rues et se masser autour des boulangeries d'état, pour protester contre une décision du gouvernement réduisant le nombre de pains subventionnés accessibles aux familles. Dans les quartiers les plus pauvres d'Alexandrie, Kafr el-Cheik, Al-Minya et Assiout, les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants scandant « Nous voulons manger ! » ont parfois été violents. Sur les réseaux sociaux, on a vite parlé d'« émeutes des provisions » (intifadat al-tamwin).

Tiré de [Slate.fr](https://www.slate.fr).

Face à Donald Trump, le 3 avril, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a sans doute assimilé l'agitation sociale à un reliquat du passé, et vanté son régime militaire comme un havre de stabilité dans la région. Sauf que la révolte est bien en train de renaître en Égypte, et justement à cause des agissements de l'armée.

Les émeutes du pain sont le symptôme d'une crise apparue en novembre dernier, à l'heure où le Fonds monétaire international accordait un prêt de 12 milliards de dollars au régime d'al-Sissi. Selon les termes de l'accord financier, l'Égypte devait résoudre son déficit budgétaire chronique en taillant dans les subventions et autres dépenses publiques. Le gouvernement égyptien s'engageait aussi à encourager le développement du secteur privé histoire de stimuler la croissance et la création d'emplois.

Se servir du FMI contre les classes populaires

Reste que pour l'armée égyptienne, cet accord aura été un moyen de rétorsion contre les classes populaires et de maximisation de ses propres gains commerciaux. En réalité, l'élite militaire, qui contrôle pleinement le plan de réforme économique, allait appliquer sélectivement les conditions du prêt. Si elle ne s'est pas fait prier pour trancher dans les subventions favorables aux Égyptiens les plus démunis, elle a étendu sa domination sur de nombreux secteurs économiques et généré d'énormes profits aux dépens du secteur privé.

En Égypte, l'armée s'occupe autant de ses lucratives affaires que de la conduite du pays. D'un côté, des généraux en uniforme sont à la tête de conglomérats monopolistiques jamais contrôlés ni soumis à l'impôt -des exploitations agricoles et halieutiques, des usines d'emballage alimentaire, des entreprises de construction, des laboratoires pharmaceutiques, des stations-service, des cimenteries et des aciéries. D'un autre, des officiers à la retraite trustent les positions gouvernementales comptables de l'économie nationale. Toute la bureaucratie est entre leurs mains, que ce soit du côté du Président ou du Ministre de l'approvisionnement alimentaire, du directeur de l'Autorité publique pour le développement agricole, en passant par le Sous-secrétaire au logement ou encore le Ministre adjoint à la santé. Qui plus est, ce sont des militaires qui gouvernent les provinces où les dernières émeutes du pain ont éclaté.

Les militaires ont voulu protéger leur pré carré au détriment des pauvres

L'accord de prêt du FMI n'a pas su appréhender l'emprise de l'armée sur l'économie et l'administration. De fait, les militaires ne l'ont pas mis en oeuvre comme il le fallait, ils ont au contraire voulu protéger leur pré carré au détriment des pauvres : les ultimes ressources dont peut se targuer le pays partent aujourd'hui directement dans les poches des officiers, sans jamais pouvoir soulager les souffrances des Égyptiens les plus vulnérables.

Une nouvelle révolution s'annonce en Egypte

Le récent cortège de crises économiques a démarré en juillet dernier, lorsque des mères issues des classes inférieures furent privées de lait maternisé subventionné. Leur colère allait se traduire en manifestations organisées aux quatre coins du pays, avec des femmes prenant d'assaut les magasins d'état, leurs bébés dans les bras. La réponse « patriote » de l'armée fut d'importer des boîtes de lait en poudre pour pallier la pénurie. L'expédition de la cargaison se fit en un temps record et les boîtes furent vendues au double de leur prix. En outre, le Ministère de la production militaire proposa charitablement son aide en construisant sa propre usine de lait maternisé.

La fin du sucre

Puis, en octobre dernier, soit à peine un mois avant l'obtention du prêt du FMI, les Égyptiens se réveillèrent privés de sucre. Avec un état qui ne pouvait plus se permettre de subventionner cette denrée, elle disparut des rayons des épiceries d'état devant lesquelles se formèrent de longues files d'attente -souvent émaillées d'altercations violentes- d'individus espérant obtenir un ou deux paquets de sucre. Une nouvelle fois, l'armée allait donner du sien pour résoudre le problème : elle réquisitionnera le sucre auprès des commerçants privés et décidera de le vendre elle-même.

Une manière pour les militaires de se présenter comme le remède d'une maladie qu'ils avaient eux-mêmes inoculée au pays, tout en saignant à blanc leurs concurrents du secteur privé. Le gouverneur d'Alexandrie -un autre gradé-, promit d'enrayer la crise du sucre, due selon lui à l'avidité des commerçants. Dans les quartiers les plus pauvres de la ville, le Ministère de la défense vendit 3.000 tonnes de sucre à un prix raisonnable. Mais lorsque la denrée revint sur le marché, le ministère de l'approvisionnement avait multiplié son cours par deux.

Le régime militaire s'est aussi servi du prêt du FMI pour reprendre en mains l'administration. Dix jours avant l'accord, le régime ratifiait une loi visant à réduire le nombre de fonctionnaires et à raboter leur salaire, dans un pays célèbre pour l'obésité de sa bureaucratie. Deux jours plus tard, c'est un autre décret qui fut entériné : la livre égyptienne était dévaluée, et le salaire des fonctionnaires divisé automatiquement par deux.

Enrichir les officiers

Et tout en dégraissant le mammoth, le régime allait placer ses pions dans les cases les plus stratégiques de l'échiquier bureaucratique. Un article de la nouvelle loi reprenait une règle en vigueur sous Moubarak : que la nomination de certains hauts-fonctionnaires revenait au président. Un filon qu'al-Sissi n'aura pas fait semblant d'exploiter. Dans le gouvernement ou le secteur public, des officiers se sont ainsi retrouvés à des postes de premier plan dès leur départ à la retraite.

Lorsque le parlement égyptien votera cette loi sur l'emploi des fonctionnaires, il en plébiscitera une autre augmentant de 10% la retraite des militaires. Et ce n'est pas la première fois que l'armée aura vu ses émoluments grimper. Au total, ces trois dernières années, le président égyptien a publié six décrets qui auront fait gagner 35% aux retraites des militaires. Les juges militaires ont aussi obtenu de nouveaux droits en matière de couverture sociale et médicale. A Alexandrie, ce sont de tels juges qui ont envoyé des dizaines d'ouvriers des chantiers navals publics devant une Cour martiale pour avoir voulu faire grève.

Le jour de la dévaluation de la livre égyptienne, le régime militaire décidait de quasiment doubler les prix de l'essence. Une réduction des subventions aux carburants visant à les éliminer. Mais le Ministère de la défense n'avait point de souci à se faire, vu qu'il possède une chaîne de stations-service disséminées au bord de toutes les routes du pays -ou presque.

En janvier, le gouvernement augmentait les prix des médicaments de 50%. Une mesure qui, avec la dévaluation de

la monnaie, provoquera de graves pénuries. Sauf qu'en prenant cette décision, le Ministère de la santé nommera un ancien général à la tête du laboratoire d'État responsable de la fabrication des vaccins.

Des initiatives viciées en faveur des pauvres

Ces crises successives ont exigé des initiatives conséquentes en faveur des pauvres. L'armée a proposé ses services avec des projets de construction pharaoniques, que la propagande gouvernementale vendra à la population comme un moyen d'enrichir les classes les plus défavorisées -avec des logements sociaux pour les habitants des bidonvilles et la réquisition de nouveaux terrains pour les distribuer à la jeunesse. Des entrepreneurs militaires se chargeront de réaliser ces ambitieux projets, et le Département des affaires morales diffusera des vidéos exaltées vantant leurs progrès.

Le programme dit du « million d'appartements » est l'un de ces méga-projets. Lancé en grandes pompes en mai dernier, son objectif est d'extirper les individus les plus modestes des bidonvilles. Un projet qui n'a fait l'objet d'aucun appel d'offres auprès du secteur public : il a été soumis à l'Autorité d'ingénierie des forces armées (AIFA), un gigantesque entrepreneur militaire. La loi sur les marchés publics a d'ailleurs été modifiée en 2013, après l'arrivée au pouvoir des militaires, avant un nouvel amendement en 2016. Désormais, le gouvernement peut faire directement appel à des conglomérats militaires pour réaliser ses projets.

La logique est à peu près similaire avec le projet du « million d'hectares », confié à des ingénieurs de l'AIFA. Tout en promettant la prospérité aux jeunes sollicitant ces terrains, al-Sissi demandera à l'AIFA d'y creuser des puits d'eau potable et d'y construire des maisons, des hôpitaux et des écoles.

Officiellement, le projet devait bénéficier aux ruraux pauvres, mais dans les faits, la réalité fut tout autre. Des soldats allaient confisquer des parcelles désertiques à de nombreux agriculteurs et éleveurs de Qena, une province misérable du sud du pays, sur lesquelles ces derniers travaillaient depuis des décennies. Les militaires les accusèrent d'empiéter sur des biens publics et les exproprièrent afin d'ajouter leurs parcelles au projet du « million d'hectares ». Sur près de 50.000, le gouverneur de Qena -un ancien général- enverra des poids-lourds détruire les propriétés des fermiers. Leur ultime recours : faire part de leurs doléances à l'Autorité générale pour le développement des projets agricoles, sise au Caire, et présidée par un ancien collègue du gouverneur.

Le régime militaire a aussi fanfaronné d'un Projet de développement de l'axe du Canal de Suez, histoire de faire renaître l'élan patriotique ayant accompagné les grandes constructions de Nasser, comme le Haut barrage d'Assouan. Et qui en a la charge ? Des ingénieurs de l'armée, qui recrutent des ouvriers dans tous les pays. Parce qu'al-Sissi ne voulait pas d'ouvriers indiens, il demandera à l'AIFA de donner des emplois bien rémunérés aux autochtones. Dans une vidéo de l'AIFA, on voit des dizaines de saisonniers descendre d'un bus, après plus de 1500 kilomètres de route depuis la province de Qena. Tous les intervenants se disent très honorés de servir une cause nationaliste aussi belle, puis vont s'enregistrer auprès d'un officier assis à une table.

Quelques jours plus tard, près de 200 ouvriers sont revenus à Qena et s'en sont pris vertement aux ingénieurs militaires : ils ne leur avaient pas fourni de salaire décent, ni de nourriture ou d'endroit où dormir au beau milieu du désert.

L'armée affirme que ses florissantes affaires servent à assurer le paiement des biens et des munitions

En mettant en oeuvre les directives du FMI, les militaires à la tête de l'Égypte se sont réservé des clauses d'exemption en or massif. Par exemple, la diminution des dépenses sur les biens de consommation courante n'aura pas empêché l'armée d'acheter des armes à foison. En mars 2016, l'Égypte signera ainsi près de 2 milliards en

Une nouvelle révolution s'annonce en Egypte

contrats d'armement avec la France. Le Ministère de la défense n'a pas honoré ces commandes grâce à la montagne de revenus générés par ses activités commerciales, mais par des prêts accordés par des banques françaises. En général, l'armée affirme que ses florissantes affaires servent à assurer le paiement des biens et des munitions. Sauf que dans ce cas, elle n'aura pas déboursé un centime de sa poche, mais exigé du Ministère des finances qu'il garantisse cet énorme prêt et paie l'addition si jamais l'armée en vient à faire défaut.

À la recherche de bouc-émissaires

Avec les émeutes du pain du mois dernier, certains Égyptiens se sont rappelé des événements comparables survenus voici quatre décennies. En 1977, Anouar el-Sadate, un autre président militaire, avait essayé d'appliquer les conseils du FMI en réduisant les subventions alimentaires. De violentes émeutes du pain éclatèrent et les chars déboulèrent dans les rues pour mater les manifestants. Sadate revint sur sa décision et accusa les communistes d'avoir fomenté l'agitation.

La seule différence avec aujourd'hui, c'est qu'il n'y a plus de communistes à qui faire porter le chapeau. Et ces émeutes ne sont probablement pas non plus de la faute exclusive du FMI. L'institution a appris de ses erreurs et, dans l'accord de prêt, elle exige que le gouvernement égyptien garantisse des « filets de sécurité sociaux » pour les classes vulnérables affectées par les réformes économiques.

Mais qu'importent ces foyers de colère, le régime militaire est persuadé de pouvoir faire régner l'ordre -et entend poursuivre des réformes économiques drastiques. Une confiance assise sur l'affaiblissement des partis politiques, la mise sous tutelle des leaders syndicaux et des poursuites intentées aux militants égyptiens des droits de l'homme, le tout pour éviter une redite de 2011. Reste que les classes moyennes déclassées et les classes inférieures plus fragiles que jamais n'ont pas besoin d'être encouragées par des professionnels de la politique pour sortir dans les rues. La faim et le manque de médicaments abordables ont d'ores et déjà été suffisants pour déclencher quelques émeutes au nord et au sud du pays. Qui pourrait bientôt s'embraser complètement.

A part quelques cas de violation des droits de l'homme et de persécution d'opposants politiques, le climat en Égypte semblait stable depuis un bon bout de temps. Avant sa visite à la Maison Blanche, al-Sissi avait d'ailleurs reçu Angela Merkel ainsi que le Commandant du CENTCOM. Les récentes émeutes révèlent que, sous la tranquillité, une guerre couve entre l'élite militaire et les civils les plus pauvres. Et rien ne garantit que la stabilité du régime militaire égyptien puisse durer encore très longtemps.